

La Fabrique de l'industrie en partenariat avec l'Académie des technologies

présente :

La soirée débat

# **(Re)construire les parcours de formation professionnelle au plus près des besoins des entreprises**

AVEC

**Marine Brochard, apprentie devenue ingénieur chez Safran-Snecma**  
**Simon Colas, compagnon du devoir, aujourd'hui chez Festo Didactic France**  
**Nathalie Mons, présidente du CNESCO**  
**Pierre Pariente, membre du bureau et du conseil d'administration de la FFP**  
**Marie-Stéphane Pefferkorn, directrice du Lycée Airbus**  
**Florence Poivey, présidente de la commission formation du Medef**  
**Florence Rambaud, directrice de l'Institut des métiers d'excellence, LVMH**

DÉBAT ANIMÉ PAR

**Jacques Pary, journaliste**

Le 26 janvier 2017

# EN BREF

**Les transformations de l'industrie, et notamment la transition vers « l'industrie du futur » (développement du numérique), induisent des besoins nouveaux en compétences. Cela suppose une adaptation de l'offre de formation initiale et continue. La voie professionnelle est au cœur de ces préoccupations car elle propose des formations concrètes en lien avec l'activité des industriels.**

**Compte rendu rédigé par Sounia Chanfi et Elisa Ohnheiser**

# PRESENTATION

## **Louis Gallois La situation de la formation professionnelle en France**

### *Un constat alarmant*

La voie professionnelle ne bénéficie toujours pas, en France, de l'attention qu'elle mérite. Les moyens alloués restent insuffisants et l'image de cette voie de formation, au moment de l'orientation des jeunes, n'est pas valorisée. Cette voie est souvent proposée à ceux qui n'ont pas d'autre opportunité, ce qui crée une forte ségrégation sociale.

En outre, les moyens sont insuffisants. Du côté de l'enseignement, les professeurs des lycées professionnels sont peu reconnus et moins bien payés. Les équipements sont parfois obsolètes, même si la régionalisation des lycées professionnels a permis d'améliorer la situation.

Enfin, la formation continue des enseignants de ces filières est insuffisante. Dans des domaines où les technologies évoluent rapidement, il est indispensable de mettre à jour les compétences des formateurs afin de proposer une offre de formation de bon niveau. L'intrusion du numérique aux diverses étapes de la production ne fait que renforcer ce phénomène.

### *Propositions*

Il faut d'une part revaloriser l'image de ces filières de formation auprès des jeunes et de leurs parents, des enseignants et formateurs comme aux yeux du personnel scolaire et d'orientation. Il est nécessaire de poser un nouveau regard sur ces filières, loin des clichés et préjugés habituels. Cela passera aussi par une réévaluation de la rémunération et du statut des enseignants.

Il faut également renforcer les moyens accordés à la formation des enseignants et des conseillers d'orientation sur les métiers industriels et l'environnement économique des entreprises. De nombreuses initiatives individuelles ont fait leurs preuves pour rapprocher l'école de l'entreprise. L'implication des industriels pour faire découvrir l'entreprise aux jeunes (portes ouvertes, interventions en classe, visites d'usines...) ou encore les stages de professeurs en entreprises présentent un véritable intérêt pour lever la défiance entre ces deux univers. Ces initiatives mériteraient d'être généralisées.

Il faut encore rapprocher le système éducatif et les entreprises. Il convient d'associer davantage ces dernières à la gouvernance de l'enseignement technique et professionnel au niveau des établissements (Conseils d'administration), des régions (établissement des cartes de formation) et au niveau national. Ce travail de concertation est indispensable pour ouvrir des filières de formation adaptées aux besoins des entreprises du territoire. Il s'agit aussi de repenser les contenus de formation en adéquation avec un monde du travail en pleine mutation.

Il paraît judicieux d'installer des centres de formation d'apprentis dans les lycées professionnels, ce qui suppose d'arrêter de les considérer comme concurrents. Actuellement, on compte 700 000 élèves dans les lycées professionnels contre 400 000 dans l'apprentissage.

Enfin, il faut engager la responsabilité des entreprises sur l'apprentissage. Elles ont parfois des réserves à s'y impliquer en raison de la rigidité du contrat d'apprentissage. Il faut donc assouplir le statut de l'apprenti. La responsabilité des industriels est aussi de proposer des carrières attractives, quel que soit le diplôme initial. Trop souvent, les métiers industriels sont réputés très prescrits, laissant peu de place à l'initiative et ne permettant pas de réelle perspective d'évolution. Une meilleure offre de formation continue et une reconnaissance plus grande des acquis de l'expérience contribueraient à créer un « appel d'air » en cours de carrière et ainsi à rendre attractive l'orientation initiale vers des métiers de production.

## **Jacqueline Lecourtier : les actions de l'Académie sur la formation professionnelle**

La formation professionnelle et l'apprentissage sont des thèmes de travail à forte priorité pour l'Académie des technologies. Ils ont en effet un impact majeur sur notre société en tant que levier important pour la compétitivité de nos entreprises et élément essentiel de la lutte contre le chômage.

*L'objectif de l'académie est triple*

- identifier les obstacles à leur développement, dont on constate qu'il est trop faible dans notre pays, par comparaison à la Suisse et l'Allemagne,
- élaborer des propositions pour créer une nouvelle dynamique en matière d'enseignement professionnel et promouvoir ce type de formation,
- contribuer à l'adaptation des dispositifs de formation aux métiers de demain qui résulteront des fortes évolutions technologiques en cours dans différents domaines, comme le digital, l'énergie, la fabrication additive etc.

Parmi les actions que mènent l'Académie, une des plus importantes est son implication dans la mise en place des Campus des métiers et des qualifications. Ces campus qui rapprochent partenaires socio-économiques et structures de formation professionnelle permettent de créer une nouvelle dynamique pour ce type de cursus.

Par ailleurs, il faut augmenter la participation des industriels à la gouvernance des établissements de formation professionnelle. C'est un bon moyen pour que la formation continue des enseignants soit adaptée et donc que les formations dispensées soient en phase avec les besoins des industriels.

# TABLES RONDES

## 1 Paroles d'entreprises : des écoles répondant aux besoins des entreprises industrielles

Afin de répondre aux besoins en matière de compétences, certains industriels vont jusqu'à créer leur propre centre de formation. C'est notamment le cas du groupe Airbus, qui a lancé son établissement privé en 1949. Le [lycée Airbus](#), conventionné avec l'Éducation nationale, forme des compagnons au bac pro qui vont ensuite intégrer les usines d'Airbus dans quatre métiers principaux : avionique, usinage, chaudronnerie et structure. Pour favoriser l'employabilité des jeunes, le lycée a défini trois axes majeurs de formation, « les 3 C » : les compétences (le savoir-faire), le comportement (le savoir-être) et la culture d'entreprise. Marie-Stéphane Pefferkorn, directrice du lycée, indique que le taux d'emploi des élèves qui sortent du lycée est de 85 % à 90 %.

De son côté, LVMH a créé en 2014 [l'Institut des métiers d'excellence](#). Avec huit écoles partenaires, l'institut ne propose que de l'apprentissage. « Un des engagements de l'IME est l'employabilité. 120 jeunes sont actuellement en formation et 200 ont été formés depuis 2014. On compte 100 % de réussite au diplôme, 80 % de taux de placement dont 74 % chez LVMH et nos ateliers partenaires », déclare Florence Rambaud, directrice de l'Institut.

## 2 Paroles de jeunes : témoignages de parcours de réussite de la formation professionnelle

Loin d'être une voie de garage, la formation professionnelle est un moyen d'entamer des trajectoires riches et diversifiées au sein des entreprises industrielles. Marine Brochard, apprentie devenue ingénieur chez Safran-Snecma et Simon Colas, compagnon du devoir aujourd'hui chez Festo Didactic France en témoignent.

Après l'école d'ingénieur en apprentissage, Marine Brochard a poursuivi en master QSE (qualité sécurité environnement) pour avoir d'autres cordes à son arc. Elle est actuellement responsable performance équipement chez Safran-Snecma. « Mon expérience d'apprentie dans l'univers de la production me permet aujourd'hui de m'adapter plus rapidement au niveau de la maintenance. L'apprentissage est très bénéfique car nous sommes immergés dans l'entreprise », témoigne Marine Brochard.

Simon Colas a passé plus de dix ans chez les Compagnons du devoir dont la devise est « accueillir, transmettre et former ». Apprenti mécanicien, il a fait le tour de France et a obtenu

un master, avant de devenir cadre dans la formation industrielle. « Quand on poursuit cette voie, l'adaptabilité est importante car il faut trouver une entreprise, s'ouvrir aux autres et réfléchir à un objectif. Les Compagnons du devoir, c'est l'école de la vie. Au-delà de l'apprentissage, l'élément qui me semble essentiel est la confiance que l'on donne aux jeunes » atteste Simon Colas.

## 3 Quelle stratégie pour la France ?

### Florence Poivey

Des marges de progrès existent pour considérer la voie professionnelle en France, comme le démontrent les exemples de la Suisse et de l'Allemagne. L'enseignement professionnel y est fortement valorisé, apprécié des jeunes et des employeurs. Il participe au renforcement de la compétitivité de ces pays car le système est construit avec les entreprises de manière à répondre efficacement à leurs besoins.

« 70 % des jeunes Suisses entrent dans le marché du travail par l'alternance. Je tiens à rappeler que tout le monde financier et bancaire ne représente que 9 % du PIB. Cela veut dire que 90 % de l'économie suisse est une économie industrielle, c'est un maillage de moyennes et petites entreprises. Si elles réussissent c'est en grande partie grâce au système de formation professionnelle », insiste Florence Poivey, présidente de la commission formation du [Medef](#).

La France s'illustre comme un pays à forte scolarisation alors qu'actuellement, 2 millions de jeunes de 19 à 26 ans sont sans formation et sans emploi, que 100 000 décrochent du système scolaire et que 25 % des élèves sortant du primaire ne maîtrisent pas les fondamentaux. Compte tenu de ce constat, le Medef souhaite que les efforts soient concentrés dès l'élémentaire et que, d'ici 10 ans, 100 % des jeunes soient employables tout au long de leur vie professionnelle.

*Pour ce faire, l'organisation envisage d'actionner 4 leviers*

- Maîtriser les fondamentaux (lecture, écriture, calcul, apprentissage et maîtrise du digital et langues étrangères). Il faut faire de l'école primaire la priorité éducative des années à venir.
- Donner de l'autonomie aux professeurs et des établissements scolaire afin qu'ils puissent proposer des innovations pédagogiques.
- Favoriser la prise en compte de l'information. Afin de mieux s'orienter, les jeunes et leurs familles doivent avoir accès à des données objectives sur les formations disponibles qui leur permettront de construire leur parcours et trajectoires.
- Renforcer la valeur de l'entreprise dans la partie formation professionnelle. L'entreprise doit être au cœur du système notamment en ce qui concerne les référentiels métiers, les contenus pédagogiques, les diplômes...

### Nathalie Mons

En 2016, [le rapport du CNESCO](#) a décrit une situation malheureusement connue de longue date : orientations subies, pénurie d'enseignants et insertion sur le marché du travail inégale en fonction des secteurs.

Nathalie Mons, rappelle que ce sont toujours les jeunes les plus fragiles, qui viennent des milieux les plus défavorisés ou issus de l'immigration qui suivent principalement la formation

professionnelle. Ces jeunes s'orientent souvent dans les filières tertiaires qui ne mènent pas à l'emploi. Aujourd'hui, sept mois après leurs diplômes 40 % des bacs professionnels et 60 % des CAP sont au chômage. En comparaison internationale, la France est assez singulière : il n'y a pas d'avantage pour un jeune à être diplômé de l'enseignement professionnel par rapport à l'enseignement général s'il essaie de s'insérer juste au sortir du bac. Ces chiffres s'expliquent par le fait que les flux sont principalement orientés vers des formations tertiaires (commerce, secrétariat, comptabilité...). Les jeunes ne se tournent pas vers les secteurs industriels, qui conduisent pourtant à l'emploi. Par exemple, trois ans après l'obtention de leur diplôme, un tiers des jeunes diplômés de la filière « Secrétariat Bureautique » étaient au chômage et deux tiers étaient dans des emplois qui ne correspondaient pas à leur formation et moins qualifiés.

Du côté de l'enseignement, le nombre de candidats aux concours de professeur de lycée professionnel a diminué. Plus d'un quart des postes ouverts pour les enseignants ne sont pas pourvus actuellement.

*Pour pallier ces difficultés, le rapport du CNECSO a formulé de nombreuses préconisations*

- renouveler l'image de certains métiers, notamment ceux de l'industrie
- informer au mieux les jeunes et leurs familles sur l'orientation et les débouchés
- rénover le programme de l'enseignement professionnel à l'instar de l'enseignement général afin de s'adapter aux mutations accélérées du marché de l'emploi
- confier à une agence indépendante (des collectivités, des entreprises, de l'Éducation nationale) la charge de fournir des analyses prospectives fiables sur les métiers d'avenir et sur les moyens de développer la formation professionnelle
- recruter des professionnels pour ces enseignements en leur permettant d'accéder au Master via la formation continue
- créer un certificat « entreprise formatrice » pour des entreprises qui souhaitent s'engager dans la formation des jeunes (former des tuteurs, connaître les programmes de l'enseignement professionnel, élaborer des plans de formation...)

## **Pierre Pariente**

La reconstruction de la formation continue à laquelle on assiste doit permettre de réfléchir à la vocation professionnalisante de la formation initiale. Il n'existe pas une barrière hermétique entre les deux, c'est une continuité. « La formation n'est pas une expérience qui s'arrête à un moment mais qui continue dans le temps. Il faut homogénéiser les formations initiales et professionnelles. »

La voie professionnelle est toujours mal perçue. Dans l'esprit des familles qui réfléchissent à l'orientation des jeunes, la réponse à « Que sont de bonnes études ? » n'est certainement pas la voie professionnelle. De plus, l'Éducation nationale a renforcé ces préjugés : avec le collège unique, tout le monde est aujourd'hui orienté vers des études générales. Or, ce n'est pas une vocation pour tous. La question de l'orientation est centrale : « Un grand pays se doit d'être présent dans tous les secteurs mais il n'y a pas le même nombre d'emplois dans toutes les filières. » Les enseignants qui s'orientent vers l'enseignement professionnel sont eux-mêmes dévalorisés.

L'évolution de la formation continue, du fait de l'arrivée des technologies numériques, touche aussi la formation initiale. Les enseignants et formateurs doivent donc être formés. La France est en retard, de ce point de vue, sur d'autres pays européens comme l'Angleterre et l'Espagne. De plus, l'enseignement supérieur français est soumis à la concurrence internationale. Les jeunes, issus plutôt de milieux favorisés, partent souvent à l'étranger ce qui renforce la fracture sociale. La question des langues est pourtant primordiale dans un monde mondialisé, rappelle

Pierre Pariente membre du bureau et du conseil d'administration de la FFP ([Fédération de la formation professionnelle](#)).

# CONCLUSION

## Denis Ranque

« Si l'on ne fait rien, environ 1 million de jeunes seront formés à des filières qui ne mènent pas à l'emploi. À côté, 1 million d'emplois seront créés par l'industrie qui va monter en gamme, se numériser et se mondialiser, qui ne seront pas servis par les formations. » Il faut rapprocher le monde de l'entreprise avec la formation, car c'est là que se créeront les emplois de demain. C'est du terrain que viendra la solution.

Ce qui est encourageant c'est que nous avons aujourd'hui une nouvelle image de l'entreprise, celle d'une entité qui forme et qui accompagne des personnes employables.

## Alain Bravo

Pour conclure, cinq idées ressortent de ce débat. Elles sont importantes dans la réflexion de l'Académie des technologies.

D'une part, il est important qu'il y ait des entreprises formatrices mais également des écoles Fablab (campus des métiers).

Ensuite, tout au long de sa carrière, le niveau d'excellence de chacun doit être accessible et non plafonné. Par exemple, une personne qui se forme ou qui s'est formée par l'apprentissage doit avoir la possibilité de poursuivre un doctorat, si tel est son souhait.

Troisièmement, l'orientation des jeunes doit se fonder sur la possibilité de les insérer sur le marché du travail.

Quatrièmement, la transition technologique à laquelle on assiste nous confronte tous à un problème général de montée en compétences, que ce soit dans les grands groupes ou les PME. Cela se fera par la formation initiale et la formation tout au long de la vie. On doit être capable de tirer parti des savoir-faire actuels mais aussi des nouvelles méthodes pédagogiques, tel que les MOOC.

Enfin, nous sommes dans un système intriqué : les entreprises, les territoires, l'Éducation nationale et les élèves dépendent chacun des choix effectués par les autres. Le problème de la formation professionnelle doit être traité en s'interrogeant sur la meilleure organisation possible entre centralisation et décentralisation.

# CONTACTS



## ACCUEIL

01 56 81 04 15  
info@la-fabrique.fr



## ÉVÈNEMENTS & PARTENARIATS

Sounia CHANFI - 01 56 81 04 18  
sounia.chanfi@la-fabrique.fr



## RELATIONS PRESSE

Elisa OHNHEISER - 01 56 81 04 26  
elisa.ohnheiser@la-fabrique.fr



[www.la-fabrique.fr](http://www.la-fabrique.fr)



[twitter.com/LFI\\_LaFabrique](https://twitter.com/LFI_LaFabrique)



[www.facebook.com/LaFabriqueDeLIndustrie](https://www.facebook.com/LaFabriqueDeLIndustrie)